

Informations du Guatemala

4^e année, n° 158

Du 7 au 13 février 1986

POLITIQUE

L'URNG, en faveur de l'authentique démocratie
Engagement avec les réalités
Négociations futures
Transfert de policiers
La suppression de preuves
Israël appuie l'armée
Corruption et erreurs

INSURRECTION

Attaque de troupes gouvernementales
L'armée relate des actions

DROITS DE L'HOMME

42 nouvelles victimes
Intimidations à l'encontre d'un syndicaliste

POLITIQUE

L'URNG, EN FAVEUR DE L'AUTHENTIQUE DEMOCRATIE

Le 7 février, l'URNG lançait un appel aux fins de lutter pour l'authentique démocratisation du Guatemala et dans le but d'exiger les droits du peuple. Cet appel s'inscrit dans le cadre du quatrième anniversaire de la déclaration d'unité des organisations insurrectionnelles du pays.

L'URNG précise, en outre, que tant que les conditions d'injustice, de répression et de marginalisation sociale perdureront, l'URNG a l'obligation morale de combattre et de lancer des appels au combat. Elle signale, par ailleurs, qu'elle fera tout son possible pour stimuler une véritable démocratisation.

ENGAGEMENT AVEC LES REALITES

Le 6 février, le Commandant Pablo Monsanto, de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque -URNG- faisait savoir que l'insurrection guatémaltèque n'empêchera pas la réalisation des promesses démocratiques formulées par le gouvernement démocrate-chrétien à la tête duquel se trouve Vinicio Cerezo.

Monsanto a déclaré qu'ils "ne figuraient pas parmi les ennemis de telles tentatives" et, il a souligné que l'engagement de l'URNG ne s'adressait nullement aux promesses des démocrates-chrétiens mais bien vis-à-vis des réalités et de la population. C'est pourquoi, a-t-il ajouté, "nous devons poursuivre la lutte".

NEGOCIATIONS FUTURES

Le 6 février, au cours d'une conférence de presse avec des journalistes nationaux et étrangers, le président Cerezo a présenté de façon officielle l'information suivante : son gouvernement a l'intention d'entamer des négociations avec les organisations de guérilleros qui opèrent dans le pays.

Cependant, a-t-il spécifié, avant que ces négociations ne soient entamées; le gouvernement essaiera de garantir pour le pays, un état de droit où la loi soit respectée et où le pluralisme politique n'est pas un vain mot.

TRANSFERT DE POLICIERS

Le 7 février, le ministre de l'Intérieur, Juan José Rodil Peralta, annonçait la dissolution du département d'enquêtes techniques de la police nationale -DIT-, étant donné sa participation à des actions de répression. Rodil a souligné que 600 effectifs de cet organe allaient être transférés à d'autres secteurs policiers et que 115 avaient été forcés de démissionner étant donné leur participation à des délits.

Le Groupe d'Appui Mutuel -GAM-, mouvement qui réclame la libération des personnes détenues et disparues, a qualifié cette mesure de mécanisme de diversion et a demandé la véritable dissolution des organes répressifs, le procès des responsables des violations des Droits de l'Homme, y compris les militaires. Un dirigeant du Gam a affirmé : "Nous sommes en possession de preuves qui démontrent que l'armée a participé à des milliers d'enlèvements".

LA SUPPRESSION DE PREUVES

Le 9 février, le journal télévisé, Aquí El Mundo, de tendance patronale, a stipulé dans un éditorial que le démantèlement du DIT avait pour but d'essayer de supprimer les preuves d'implication des hautes sphères gouvernementales à la violation des Droits de l'Homme. Le journal allait jusqu'à accuser le gouvernement démocrate-chrétien de "brûler les archives du DIT pour faire disparaître les preuves.."

Il dénonçait également le fait que l'on essaye de réorganiser la police secrète en changeant tout simplement son nom et il a exigé que des mesures soient prises contre les autres forces de sécurité gouvernementales impliquées dans les enlèvements et les assassinats.

ISRAEL APPUIE L'ARMEE

Selon le journal mexicain Excelsior du 9 février, le Général Benedicto Lucas Garcia, Chef de l'Etat Major de l'armée guatémaltèque au cours du régime présidé par son frère Romeo, a dit qu'Israël a été le seul pays à appuyer l'armée guatémaltèque alors que les autres pays refusaient de répondre à la demande d'armes émanant du gouvernement du

Général Romeo Lucas (1978-1982).

Benedicto Lucas rappelait que "heureusement Israël avait déjoué l'embargo sur les armes décrété par les Etats-Unis en 1977" et, il a précisé qu'Israël avait même fourni un système informatisé destiné à aider la contre-insurrection et dispensé des avis de conseiller lors de l'installation d'une usine de munitions située à Alta Verapaz.

Le gouvernement de Lucas Garcia a été considéré par des organisations humanitaires internationales comme l'un des plus grand violeurs des Droits de l'Homme au monde.

CORRUPTION ET ERREURS

Selon une entrevue, publiée le 11 février, par le journal mexicain excelsior, Pedro Miguel Lamport, président du plus grand organisme d'employeurs du pays, le Comité des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières -CACIF-, considère que la marginalisation du Guatemala est imputable à la corruption et aux grandes erreurs commises par les gouvernants du pays.

Lamport attribue la crise économique qui sévit dans le pays aux abus des régimes antérieurs qui ont conduit tout droit au déficit fiscal, à l'inflation et au chômage.

INSURRECTION

ATTAQUE DE TROUPES GOUVERNEMENTALES

On apprenait le 8 février que le 2 du même mois, des unités de l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- avaient tendu une embuscade à des troupes gouvernementales qui effectuaient des opérations contre-insurrectionnelles aux alentours de la bourgade de Xejante, dans le département occidental de El Quiché.

D'après le rapport rebelle, les soldats ont perdu, morts et blessés compris, 15 hommes.

L'ARMEE RELATE DES ACTIONS

Selon un communiqué militaire, diffusé le 8 février, 2 guérilleros auraient trouvé la mort au cours d'un affrontement qui s'est produit le 6 février dans la municipalité de Nebaj, à El Quiché.

Le communiqué officiel signale que l'armée a confisqué deux fusils, du matériel chirurgical, des havresacs pleins de vivres et de la propagande rebelle.

L'information précise qu'au cours du mois de février, trois affrontements armés s'étaient produits entre l'armée et les rebelles dans les départements de El Peten et El Quiché.

DROITS DE L'HOMME

42 NOUVELLES VICTIMES

Selon des dénonciations de témoins et de rapports émanants d'organisations de secours collationnés par ENFOPRENSA, on peut affirmer qu'au cours du mois de janvier dernier, 42 personnes avaient été victimes de la violence officielle.

Il est établi que 30 personnes ont été assassinées, hors du cadre judiciaire, et dans la majorité des cas après avoir été torturées, et que 12 autres avaient tout bonnement disparu au cours d'actions attribuées aux forces de sécurité gouvernementales, selon les témoignages des proches et des voisins.

Un rapport gouvernemental daté du 5 février prétend qu'au cours du mois de janvier, 55 personnes étaient tombées victimes de la violence qui sévit dans le pays.

INTIMIDATIONS A L'ENCONTRE D'UN SYNDICALISTE

Le Secrétaire des Finances du Syndicat des Travailleurs de la municipalité de Guatemala, José Mercedes Soto, a fait savoir récemment qu'il avait été enlevé et sequestré pendant plusieurs heures par des hommes fortement armés. Ces derniers ont cherché à l'intimider pour qu'il abandonne ses activités syndicales.

Le 5 février, Soto déclarait à des milieux de presse qu'il avait été capturé dans la rue par des "inconnus armés" qui l'avaient amené dans une maison en prison et qui l'y avaient enfermé durant plusieurs heures.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX